

MANIF CONTRE LA RÉPRESSION

**En solidarité avec les
arrêté-es de la grève.**

**Vendredi le 26 octobre, 18 h 30
Carré St-Louis
Métro Sherbrooke**



La grève est terminée. Le PQ affirme que le peuple québécois s'est uni contre les frais de scolarité et la loi spéciale. Les politicien-nes utilisent sans vergogne les initiatives de personnes ayant lutté depuis plusieurs mois/années, afin d'avancer leur carrière et d'acquérir plus de pouvoir.

Une fois le champagne bu, après les conférences de presse, qu'arrive-t-il aux personnes ayant participé à la grève et qui font toujours face à des accusations, qui doivent respecter des conditions et qui font face à d'éventuelles peines d'emprisonnement?

En plusieurs mois de lutte, il y a eu plus de 2000 arrestations. Encore aujourd'hui plus de 500 personnes font face à des accusations criminelles. Certains d'entre nous ont perdu la vue suite à des interventions policières. Plusieurs autres ont goûté au poivre de cayenne et aux coups de matraque. De nombreux camarades ont vu la police procéder à des raids dans leur appartement tôt le matin et se sont fait incarcérer avant d'être libéré sous des conditions suffocantes.

Un exemple de ces conditions abjectes est la «non-association». Les clauses de non-association interdisent aux gens de se réunir avec quiconque ayant un dossier criminel ou étant en attente de procès. Dans le contexte actuel, avec les nombreuses arrestations de masse, respecter cette condition relève souvent de l'impossible. D'autres accusé-es se sont vus obligés de se tenir à une certaine distance de tout établissement scolaire, de retourner vivre chez leurs parents, de respecter un couvre-feu les cloîtrant à domicile dès 9 h du soir. Leur interdisant même parfois d'utiliser le métro. De plus, au moins 3 personnes se sont vu interdire l'accès à l'Île de Montréal, les forçant à quitter leur appartement, leurs ami-es, abandonnant derrière eux leur vie entière.

DEMO AGAINST REPRESSION

**In solidarity with those
arrested during
the strike.**

**Friday, Oct 26, 6:30 pm
Carré St-Louis
Sherbrooke metro**



The strike is over. The PQ is now saying that we all fought together to overcome the tuition hikes and special law. The politicians are using the initiatives of people who actually lived that struggle to gain power and further their own careers.

Meanwhile many of those who participated in the strike, beyond drinking champagne and talking to the media in government offices, are still facing charges, conditions, and potential prison time.

There have been over 2000 arrests; over 500 people are facing criminal charges. Some people have lost their eyesight forever to police sound grenades; many others have tasted pepper spray and fought off batons. Some have had their houses raided early in the morning and spent time in jail before being released with suffocating court conditions.

One example is 'non-association' – ie. being forbidden from associating with anyone who has a criminal record or pending charges. In a context of so many arrests, this means just about everyone. Others have the condition to be a certain distance away from any school, to live with their parents, to follow a 9 pm curfew, and to not be in the metro. At least three people's lives have been completely uprooted by the condition of not being allowed on the island of Montreal; they have been forced to leave their apartments, their friends, and their entire lives. They were

and still are our comrades. Today it was them, tomorrow it could be us.

Repression – whether through conditions, Law 78/12, or the legal system more broadly – seeks to break up social struggles that threaten capital by trying to silence, scare, or isolate those who successfully challenge it, such as what happened during the student strike. The state, either through coercion (à la Liberals) or coaxing (à la PQ) has forced many back to school, trying to make them forget about the moments of freedom so dearly won during the spring. While talking about victory, it tries to erase those who fought the hardest from collective memory.

But they are not forgotten. We're sick and tired of pompous judges deciding where we sleep, where we live, what streets we can take. We're sick of the raids, the police harassment, and the legal system. Staying passive and doing nothing only legitimizes this repression.

What we need now is a fierce and active solidarity.

Refusing to condemn or dissociate from those facing charges, denouncing the criminalization of demonstrations, opposing targeted arrests and snitch culture, defending the legitimacy of anonymous participation in demonstrations by wearing masks, providing legal, financial, political and personal support to the arrested and forcing the state to drop their charges, taking care of those injured, supporting each other, as well as continuing, expanding, and intensifying the struggle of our arrested comrades – these are the foundations of a culture of struggle that we need to build and develop.

A struggle is nothing if it forgets its prisoners.

Let's come together in the streets, express solidarity with all those who have faced repression in the strike or elsewhere, and show our comrades that we are with them.

Halloween costumes and masks encouraged!

Ces personnes étaient nos camarades et le sont toujours! Aujourd'hui ce sont eux et elles qui sont judiciarisé-es, mais demain il se pourrait que ce soit nous.

La répression, par la mise en place de conditions de libération conditionnelle abusives, mais aussi par d'autres manoeuvres innérentes au fonctionnement du système judiciaire, cherche à briser nos mouvements. La peur, le silence et l'isolement servent à marginaliser et à faire disparaître ces voix dissidentes qui défient le statut quo. L'État, à travers la coercition (à la Libéral) ou les cajoleries (à la PQ) a forcé un retour en classe. Ils essaient de nous faire oublier les quelques moments de liberté durement gagnés au printemps dernier et cherchent à effacer de la mémoire collective ceux et celles qui se sont le plus battu-es.

Mais ils et elles ne seront pas oublié-es.

Nous en avons assez que des juges condescendant-es nous imposent où l'on doit dormir, où l'on doit vivre et les rues sur lesquelles on peut circuler! On en a marre des raids, du harcèlement et du système de 'justice'. La passivité et le silence servent à légitimer cette répression.

C'est pourquoi on a besoin d'une solidarité active et féroce!

Refuser de condamner ou de se dissocier de celles et ceux qui font face à des accusations; dénoncer la criminalisation des manifestations; s'opposer aux arrestations ciblées et à la délation; défendre la légitimité de manifester à visage couvert et la participation anonyme aux manifs; supporter légalement, financièrement, politiquement et personnellement les personnes arrêtées; forcer l'État à faire tomber les accusations contre nos camarades accusé-es; prendre soin des personnes blessées; se supporter mutuellement, tout en continuant et en intensifiant la lutte menée par nos camarades accusé-es. Voilà les fondements d'une culture de lutte que nous devons développer et maintenir!

La lutte n'est rien si elle oublie ses prisonniers-ères.

Joignons nos forces, prenons la rue en solidarité avec toutes les personnes ayant vécu la répression pendant la grève et ailleurs. Montrons à nos camarades que nous sommes avec eux et elles.

Le port de costume et de masque d'Halloween est encouragé!